

## **Les GES menacent-ils la croissance économique?**

**Jean-Pierre Aubry**, Président du Comité des politiques publiques  
Association des économistes québécois (ASDEQ)

**8 décembre 2007**

Le gouvernement de Stephen Harper a été incapable jusqu'à présent de nous expliquer les fondements de sa position sur la réduction des gaz à effet de serre (GES). Il doit d'abord nous dire ce qu'il arrivera si rien n'est fait pour réduire les GES. Est-ce que la croissance économique au Canada et dans le reste du monde souffrira ou non de cette situation ? Après, nous pourrions discuter de ce qu'il faudra faire. Si la menace est faible, il y aura peu à faire. Si la menace est importante, il y aura beaucoup à faire.

Le ministre de l'Environnement du Canada, John Baird, tentait de nous expliquer, cette semaine la position que son gouvernement défendra à Bali dans les deux prochaines semaines. Cette stratégie continue d'opposer la protection de l'environnement à la croissance économique : "Avoir une approche équilibrée qui préserve la croissance économique et qui protège notre environnement." Ce principe reflète l'idée que la protection de l'environnement a un effet négatif à long terme sur la croissance économique. Il va totalement à l'encontre de l'idée qu'en protégeant l'environnement on protège également la croissance économique à long terme. Il rejette aussi l'idée qu'il serait acceptable de réduire à moyen terme la croissance de notre PIB si cela a pour effet de l'augmenter à plus long terme.

Cette interprétation de la position du gouvernement fédéral est cohérente avec le dernier plan de réduction des GES de ce gouvernement; ce plan aurait été conçu à partir d'un scénario de base qui nous dit que, si aucune nouvelle mesure n'est prise à cette fin, la croissance moyenne du PIB réel canadien se poursuivra comme par le passé et ne sera donc pas affectée par ces émissions. Le gouvernement a retenu un scénario de base où le taux de croissance moyen du PIB canadien est d'un peu plus de 2% par année jusqu'en 2025). On est donc loin d'une situation où la croissance des émissions de GES produirait, par le biais du réchauffement de la planète et de catastrophes écologiques, un ralentissement marqué de l'activité économique et encore plus loin d'une situation où il y aurait une forte réduction de l'activité économique. Notez la courte période(2007-2025)utilisée par le gouvernement Harper pour ses simulations, comme si une telle politique devait être évaluée sur une période de moins de 20 ans. Est-ce qu'une période beaucoup plus longue n'aurait pas dû être utilisée ? Ici, on parle de préserver la terre contre les effets de changements climatiques pour de très nombreuses décennies, sinon quelques siècles.

Une fois que le gouvernement canadien nous aura donné son évaluation de la menace qui plane sur l'économie canadienne, nous pourrions mieux comprendre sa stratégie tant canadienne que mondiale. Entre temps, les gestes qu'il a posés ainsi que sa façon d'évaluer l'impact de ses politiques environnementales nous laissent croire que cette menace ne serait pas très importante et qu'il y aurait peu à faire. Les pays désireux de faire des efforts considérables pour réduire les émissions de GES ont bien raison d'être préoccupés par la position du Canada à la conférence de Bali.